Nicolas Werth, Alexis Berelowitch, L'État soviétique contre les paysans

Lucien Bianco

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/7863>

DOI : 10.4000/monderusse.7863

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2012

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Lucien Bianco, « Nicolas Werth, Alexis Berelowitch, L'État soviétique contre les paysans », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 53/4 | 2012, mis en ligne le 02 décembre 2013, Consulté le 25 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/7863> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.7863>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

Nicolas Werth, Alexis Berelowitch, L'État soviétique contre les paysans

Lucien Bianco

RÉFÉRENCE

Nicolas WERTH, Alexis BERELOWITCH, **L'État soviétique contre les paysans. Rapports secrets de la police politique (Tcheka, GPU, NKVD) 1918-1939**. Paris : Tallandier, 2011, 793 p.

- 1 Parmi les nombreuses publications de documents d'archives réalisées depuis l'ouverture des archives de l'ex-URSS, cinq volumes concernent les rapports de la paysannerie et de l'État soviétique. Le présent livre est un condensé de ces cinq volumes : les deux participants français à l'équipe internationale de publication scientifique des documents d'archives ont sélectionné et traduit environ le dixième des documents de l'édition russe, soit quelque deux cent vingt documents ou extraits de documents, distribués entre trois parties chronologiques : 1918-1929, 1930-1934 et 1935-1939. Chaque partie est précédée d'une copieuse introduction analysant les documents et appréciant leur apport. Dans ses introductions, Nicolas Werth découpe la première de façon chronologique (1918-1922 et 1923-1929), la seconde de façon thématique : dékoulakisation, résistance paysanne et famine. Ces années cruciales (1930-1934) accaparent à elles seules une bonne centaine de documents, le double de ceux réservés à la troisième partie, intitulée « De la famine à la guerre ». Dans son introduction Alexis Berelowitch privilégie l'impact de la Grande Terreur sur les paysans, sans négliger pour autant la condition des kolkhoziens et leur réception des nouveaux statuts du kolkhoze, de la Constitution de 1936, des campagnes électorales et pour finir du pacte germano-soviétique (pacte qui les déçoit car ils comptaient sur les Allemands pour les débarrasser d'un régime honni).
- 2 « Nous devons être non seulement le bras armé de la révolution, mais aussi les yeux et les oreilles du régime » (Latsis, chef de la Čeka ukrainienne, cité p. 17 de l'introduction

générale). De fait, ces rapports donnent accès à l'information confidentielle transmise à la hiérarchie, une information compilée et rédigée dans une perspective policière. Grâce à elle néanmoins les dirigeants étaient assez bien informés des méfaits (catalogués ici « excès » ou « abus ») de leurs agents locaux et des causes véritables du mécontentement paysan. L'énumération sans fard de ces causes s'accompagne de l'implication sans preuve des koulaks, popes, ex-gardes blancs et autres contre-révolutionnaires. On s'habitue de même assez vite aux épithètes homériques (les rumeurs sont régulièrement « provocatrices »), aux euphémismes (« difficultés alimentaires » pour famine), aux équivalences assumées : « élément koulak » = quiconque exprime le moindre désaccord, « céréales dérobées » = céréales semées et récoltées par un paysan individuel qui dissimule sa production.

- 3 On ne peut donc pas prendre au premier degré l'information brute contenue dans ces rapports. Les deux co-auteurs en sont les premiers conscients, qui mettent en garde le lecteur à maintes reprises : à l'occasion tendancieuse, cette source confronte l'utilisateur à de sérieux problèmes méthodologiques. On bute donc sur quelques rapports assez creux et un nombre plus grand de rapports répétitifs, mais le jeu en vaut la chandelle : certains rapports, qui décrivent ou analysent des situations locales, fourmillent de détails révélateurs. Dans l'ensemble ils confirment notre vision de ce qu'on peut appeler selon les périodes « The great soviet peasant war » ou « The war against the peasantry »¹. Ils nuancent parfois nos jugements – sans les édulcorer ! – ou complètent nos connaissances mais ne remettent pas en cause la vue d'ensemble.
- 4 Faute de pouvoir tout retenir, je privilégie trois thèmes traités dans ces rapports secrets : la façon dont le pouvoir traite (et maltraite) les paysans, la famine et la résistance de la paysannerie. Pendant la guerre civile, la campagne est pour les commissaires et autres tyranneaux locaux cupides, cruels et carriéristes, un « espace d'arbitraire et de non-droit » (Werth) où tout est permis : Lenin n'a-t-il pas recommandé « d'employer des méthodes barbares pour lutter contre la barbarie » ? Qu'un instructeur de la Večeka s'avise de fustiger les exactions des communistes, on l'accuse d'être venu défendre les koulaks et on rédige contre lui une dénonciation en bonne et due forme (p. 94). Les détachements de ravitaillement font feu à tout bout de champ, enferment des paysans nus dans des granges glacées, les fouettent, les menacent de mort, font piétiner par des chevaux ceux qui n'ont pu acquitter la totalité de l'impôt et enfouissent des femmes nues dans la neige (p. 118 et 146). Pratiques du communisme de guerre ? Pendant les premières années de la NEP, la « brutalité généralisée des pratiques politiques et des comportements sociaux » (Werth) persiste. Les « abus » (décrits entre autres p. 177, 29 mai 1924) s'accompagnent d'une corruption généralisée : une bouteille de samogon vous dispense de payer le moindre impôt en nature (p. 162, 15 mars 1923), donner de la vodka ou cinq roubles à la police vous préserve de toute sanction, vous vaut même des faveurs (p. 173-75, 2 juillet 1924).
- 5 Abus et excès – tenons-nous en à la terminologie de rigueur – sont encore mieux documentés aux hautes heures de la collectivisation et de la dékoulakisation. Certains rapports, il est vrai compilés au lendemain de l'article de Stalin sur « le vertige du succès », sont de véritables réquisitoires contre les fonctionnaires locaux (cf. entre autres p. 317 et 323). C'est sur la dékoulakisation que les documents apportent le plus. Sur les 283 700 koulaks de première catégorie (près du quadruple du quota initialement prévu) arrêtés durant les neuf premiers mois de 1930, moins de la moitié (44,2 %) sont de véritables koulaks, catalogués comme tels par l'OGPU (p. 304-306 et 367 ; Werth,

p. 246-247). « L'expropriation-transfert » des koulaks de 3^e catégorie est très mal organisée. Dans la région centrale des Terres noires et dans la Basse-Volga, les koulaks expropriés sont transférés à trois kilomètres et demi de leur village et abandonnés dans la steppe ou la forêt. Ils se retrouvent à la charge de leur parentèle – aussi longtemps qu'ils ne s'enfuient pas pour aller travailler en ville ou sur les chantiers du Premier Plan quinquennal, comme c'est le cas de 72 % des familles déplacées (p. 390 ; Werth, 252-253). C'est sur la « déportation-abandon »² des koulaks de seconde catégorie que les rapports de l'OGPU sont les plus diserts. Longtemps tenue pour moins importante, la seconde vague a déporté deux fois plus de familles (et d'individus) que la première vague : 560 000 déportés en 1930 contre 1 244 000 en 1931 (p. 440). Si précieux soient-ils, les documents relatifs à la déportation des koulaks de seconde catégorie paraissent toutefois moins neufs que ne l'assume l'introduction de Nicolas Werth. Ces archives (et d'autres sources et interviews) ont été exploitées par Lynne Viola³. Dans la dernière période, maints rapports du NKVD (ex. p. 633-634, 25 juin 1935 et 657-659, 23 janvier 1936) dénoncent les violences et l'arbitraire des présidents de kolkhoze, fréquemment destitués et remplacés moins pour ces « abus » que pour leur corruption et leur inaptitude mais c'est une situation bien connue au moins depuis le *Smolensk* de Fainsod.

- 6 Le second thème (famine et faim) est lui aussi constant du début à la fin de la période. Derrière réticences et euphémismes perce la gravité de la famine de 1921-1922 (Werth, p. 52-53). Les documents de la Čeka-OGPU apportent maintes précisions sur ses causes, son extension géographique, sa durée, ses effets. Souvent incriminée, la sécheresse qui affecte les régions de la Volga en 1921 ne peut occulter les conséquences de la politique du pouvoir. Les réquisitions excessives de l'automne 1920 entraînent un déficit de semences et une réduction des surfaces cultivées en 1921. L'impôt en nature qui remplace les collectes est disproportionné à la récolte, de nombreux paysans doivent acheter du blé pour l'acquitter. Loin de se réduire à son épiscentre autour de la Volga, la famine sévit de l'Ukraine orientale à la Sibérie occidentale. Elle sévit encore dans de nombreuses régions en 1923-1924, voire jusqu'en 1925 (20 mars 1925, p. 181-83), aux belles heures de la NEP. Plus que l'instauration de cette dernière (les affrontements persistent plus d'un an après l'adoption de la NEP), plus même que la victoire des armes, c'est la faim qui vient à bout des insurrections paysannes.
- 7 De l'été et surtout de l'automne 1932 à l'été 1933, de nombreux rapports ne peuvent éviter de mentionner des « difficultés alimentaires », parfois qualifiées d'« exceptionnelles », mais rares sont les rapports qui emploient le terme de famine. À nouveau, ces documents confirment beaucoup plus qu'ils ne corrigent ce que l'on sait de la famine de 1932-1933, comme le remarque N. Werth dans son analyse (p. 278-293) du traitement de la famine : « vision policière très distanciée » de la famine, dont les paysans et surtout les koulaks sont les premiers responsables par leur travail de sape (p. 279, 536, etc.), quand bien même le rôle déterminant des prélèvements excessifs de céréales est attesté dans nombre de documents de 1932, entre autres celui du 26 septembre (p. 470-473) au titre significatif : « état des collectes de céréales ». Les difficultés de la collecte, les quotas non atteints et par ricochet le mécontentement des paysans, des communistes qui rendent leur carte du parti, des fonctionnaires de base qui « sabotent » le travail de collecte, voilà ce qui intéresse les enquêteurs, beaucoup plus que la famine que ces collectes préparent. Pour autant, on ne peut se dispenser de lire tels documents qui m'ont par exemple appris l'existence de cas de cannibalisme (p. 498, 501, 510, 534, etc.) beaucoup plus nombreux que ceux que j'avais vus mentionnés dans différentes sources. Ou encore ces extraits de lettres envoyées du

Caucase Nord aux soldats de l'Armée rouge entre le 15 et le 28 février 1933 : le médecin a beau prévenir les gens de ne pas manger de charogne, les gens font la queue près de la fosse aux chevaux, se battent et les morceaux reviennent au plus fort (p. 496, 498). Et surtout les extraits de la courageuse lettre du Dr. Blonski au commissaire du peuple à la Santé de la RSS d'Ukraine (p. 535-536),

- 8 Dix ans avant la famine de 1946-1947, la conjonction de la très mauvaise récolte de 1936 et de prélèvements excessifs provoque durant l'hiver 1936-1937 des famines localisées (p. 694-695, 699 et surtout 705-706). Plus significatif, comme le rappelle Alexis Berelowitch en tête du paragraphe sobrement intitulé « La faim », toutes les années, de 1935 à 1939 incluse, comportent des documents concernant « les difficultés alimentaires » (p. 610).
- 9 Dernier thème retenu, la résistance de la paysannerie. Premier acte : les paysans sont acteurs à part entière d'une guerre civile qui oppose non seulement Rouges aux Blancs, mais les Verts aux Rouges et aux Blancs. Les rapports secrets permettent de suivre les vagues successives d'insurrections paysannes qui culminent en février-mars 1921 : ce sont elles plus encore que Krondstadt qui ont déterminé Lenin à faire adopter la NEP. Outre une chronologie affinée, ces documents fournissent mainte précision sur l'extension géographique des révoltes paysannes et la typologie des formes de résistance. De Tambov à Tobol'sk, occupée durant un mois et demi (du 20 février au 8 avril 1921) par un « gouvernement paysan », les programmes des insurgés sont similaires. La cruauté – au demeurant bien connue – de cette guerre entre l'État et les paysans, on l'a rencontrée plus haut du côté des forces de l'ordre. Les paysans ne sont pas en reste, qui torturent, mutilent, tuent de façon atroce communistes et fonctionnaires du régime, les congèlent vivants après les avoir aspergés d'eau ou les enterrent jusqu'au cou et les abandonnent en pâture aux animaux (Werth, p. 49). Dans les provinces occidentales, leurs cibles préfigurent celles des nazis deux décennies plus tard : des « bandes » s'en prennent aux juifs autant qu'aux communistes. Au cours d'un pogrom, plus de 1 500 femmes juives sont violées ; ailleurs plus de cent juifs sont massacrés ; ailleurs encore, on jette des juifs vivants dans des marmites bouillantes (p. 128, 4 avril 1921).
- 10 Des révoltes de l'envergure de celle de Tambov sont devenues impossibles lors de la collectivisation : ni déserteurs armés, ni chefs, ni réseaux. La résistance au « second servage » n'en est pas moins unanime, comme en témoigne le nombre record de manifestations de masse, émeutes, attentats et autres « actes de terrorisme » recensés par l'OGPU. Je ne reviens ni sur les statistiques rappelées en annexe (p. 779-787) ou dispersées dans les rapports ni sur la « gamme infinie des formes de résistance, d'opposition, de protestation, de dissension, d'imperméabilité des cultures paysannes aux nouvelles valeurs officielles » (Werth, p. 264), ni sur la continuité entre les deux actes (1918-1922 et 1928-1933) de la *Great Soviet Peasant War* de Graziosi, à commencer par la permanence des zones de forte résistance. Tout cela est connu et rappelé par N. Werth (p. 263-278). Je me contente d'une citation illustrant l'hostilité paysanne à la collectivisation. En janvier 1932, cent trente-deux kolkhoziens du kolkhoze Stalin, dans la région de la Moyenne-Volga, signent à l'instigation de l'ancien secrétaire du soviet rural une déclaration (p. 451-452) dont je ne reproduis que de minces extraits : « nous n'avons jamais émis le souhait d'entrer au kolkhoze, c'est arrivé sous la pression quand, au moment de la campagne de livraison du cheptel, une automitrailleuse parcourait en tous sens le village [...] ; ils prennent tout ce qu'on produit, ne nous laissent rien [...]

Prenant en compte toutes ces considérations, nous avons décidé à l'unanimité de quitter le kolkhoze pour aller dans le secteur individuel. »

- 11 La résistance paysanne continue durant la dernière période, dès l'hiver 1935-1936 : en Sibérie occidentale où les kolkhoziens refusent de travailler et résistent aux livraisons de blé et dans la région de Leningrad où les exploitants individuels refusent de payer l'impôt (p. 646-653). Les nouveaux statuts du kolkhoze les laissent indifférents, la Constitution de 1936 aussi : « le kolkhozien a autre chose à faire que de discuter de la nouvelle Constitution car il est à moitié mort de faim » (p. 689-690). Pendant la Grande Terreur, dont A. Berelowitch rappelle que les victimes les plus nombreuses ont été une fois de plus paysannes (p. 604-605), les auteurs de lettres aux soldats faisant état d'arrestations qui se multiplient (« on a pris... tout ce qui tombe sous la main ») ne croient pas un instant à la culpabilité des personnes arrêtées (p. 736 et A. Berelowitch, p. 607). Cinq mois plus tard dans la région de Rostov, durant la préparation des élections au Soviet suprême de la RSFSR : « on se demande quand va finir ce spectacle de marionnettes » et enfin : « si Stalin mourrait, on fêterait ça toute l'année et si tous les autres mourraient, Molotov, Kaganovič, Ežov, on vivrait encore mieux » (une kolkhozienne) (p. 749-751).
- 12 Le spécialiste d'un autre pays et d'une autre révolution est frappé d'un bout à l'autre du livre par les très nombreuses similitudes entre les pratiques du pouvoir et ses effets sur le comportement de ses agents locaux et celui des sujets. Surtout, il se prend à rêver : si Mao avait parcouru ces rapports de la police politique au lieu de puiser l'essentiel de ses "informations" et illusions dans le *Précis d'Histoire du PC(b)* de 1938, peut-être eût-il évité de reproduire les mêmes erreurs et les mêmes crimes. Rêve, c'est le mot et derechef illusion (de ma part cette fois) : mieux averti, Mao n'aurait pas renoncé à ses lubies, l'entêtement idéologique l'ayant rendu imperméable aux faits.

NOTES

1. Andrea Graziosi, *The Great Soviet Peasant War, 1917-1933*, Ukrainian Research Institute, Harvard University, 1996 ; Lynne Viola, V.P. Danilov, N.A. Ivnitiskii et Denis Kozloc, eds., *The War Against the Peasantry, 1927-1930: The Tragedy of the Soviet Countryside*, traduit par Steven Shabad, New Haven : Yale University Press, 2005.

2. L'expression vaut surtout pour la première vague de déportation en 1930. La situation des « déplacés spéciaux » est devenue progressivement moins catastrophique une fois leur gestion confiée (en mai 1931) à l'OGPU.

3. Lynne Viola, *The Unknown Gulag: The Lost World of Stalin's Special Settlements*, Oxford University Press, 2007. Entre autres, l'importante et émouvante lettre de Tolmačev, commissaire du peuple à l'Intérieur de la RSFSR, à Lebed (p. 329-334, 16 avril 1930 ; Werth, p. 249-50), un des tout premiers documents dont je recommanderais la lecture, a été largement utilisé par Viola. Elle détaille en outre (p. 58-72) le conflit entre Tolmačev, qui évalue à 28,3 % la proportion des déportés à tort, et

Bergavinov : la commission présidée par Bergavinov estime à 10 % la proportion de déportés à tort et propose de ne renvoyer chez eux que 2 à 3 % de « faux koulaks ».